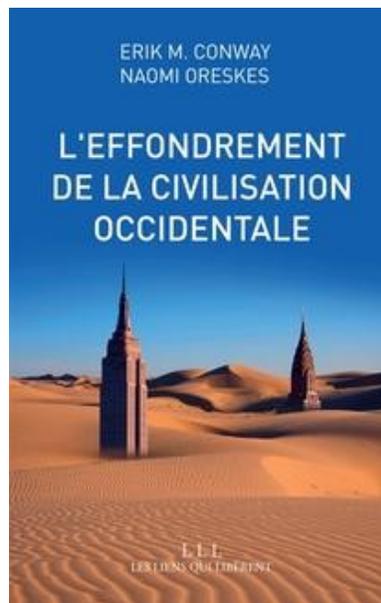


VENDREDI 24 OCTOBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **Krach mondial inéluctable, imminent.....?** p.2
- = **Accord des grandes banques contre un effondrement du système** p.2
- = **Une star de Wall Street parie sur l'effondrement de la France** p.3
- = **Ce que nous voulons, c'est ce que vous avez** p.4
- = **Faut-il se repositionner sur les minières aurifères ?** p.9
- = **Pétrole : l'OPEP baisse ses prix... qu'en est-il du secteur du schiste ?** p.12
- = **Marchés actions : Et maintenant, que vais-je faire ?** p.13
- = **« Wall Street prépare une attaque en règle contre la France... »** p.16
- = **L'euro vit-il ses dernières semaines ?** p.21
- = **Sommes-nous en 1933?** p.31
- = **Booooohhh, une semaine avant Halloween, Ebola est de retour** p.34
- = **Conjoncture française : de mal en pis...** p.37
- = **La Chine affiche son plus faible taux de croissance depuis cinq ans** p.44
- = **Le pétrole met le huard à risque** p.45
- = **Pétrole: les prix repartent à la baisse** p.46
- = **Un trimestre très spécial (Bernard Mooney)** p.48



Naomi Oreskes et Erik M. Conway

« L'effondrement de la civilisation occidentale »



Krach mondial inéluctable, imminent.....?

Soumis par denisst0 le mar, 21/10/2014 - 16:00

Pendant que vous dormez braves gens les banquiers ne dorment pas:

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1536/Economie/article/detail/2085252/2014/10/...>

Piqûre de de rappel pour tous les neuneus qui se félicitent du règlement de la crise depuis 2009. Un simple détail, en 5 ans les États-Unis ont créé 700.000 emplois de livreur de pizzas, de laveur de carreau, de plongeur chez Mac Donald quand 13 millions de sans emploi sont sortis des statistiques..... Il suffit de voir le prix des maisons saisis avant la crise des subprimes , pour comprendre que ce sont une majorité de cadres que l'on a mis à l'encan!

Il ne reste plus qu'à organiser une refonte du système monétaire..... inéluctable, et si les banquiers se sont entendus pour éviter un sold-out, comme vous pouvez le constater dans le lien ci-dessus, c'est qu'ils ne payeront pas les pots cassés, qui payera dans ce cas? reprenons le dernier bilan de Mr Delamarche, qui fait nouveau parle de cette inéluctable refonte, de ses causes: <http://www.youtube.com/watch?v=Dp00Ijzt8mE>

Si j'ai bonne mémoire.

La ruine des États, la destruction des classes moyennes, l'inflation pour les pauvres la déflation pour les riches, le retour de la guerre froide avec la Russie, la Guerre de l'Euphrate, l'inéluctable refonte du système monétaire au profit de cet étrange nouvel ordre mondial, qui ne représente en fait qu'une poignée d'intérêts privés, vous étiez prévenus il me semble?

Dormez braves gens.

Accord des grandes banques contre un effondrement du système

Par: rédaction 7sur7.be 12/10/14

Les grandes banques du globe se sont mises d'accord samedi pour modifier les règles de fonctionnement du marché de quelque 7.000 milliards de dollars de produits dérivés afin d'éviter que la faillite d'une d'entre elles ne provoque l'effondrement du système financier mondial.

Ces établissements, allant des américains aux asiatiques en passant par des européens, ont accepté d'abandonner le principe du débouclage automatique ("close out") des contrats si une institution financière se trouve en difficulté, a annoncé dans un communiqué l'ISDA.

L'Association internationale des swaps et dérivés (ISDA) est l'organisme représentant le secteur. C'est elle qui mène les négociations avec les autorités de régulation.

Selon elle, en cas de défaillance d'un grand établissement posant des risques pour le système financier ("Too big to fail") les banques vont mettre en place un délai pour donner davantage de temps aux régulateurs afin qu'ils trouvent une solution évitant une faillite "désordonnée" aux conséquences potentiellement explosives.

Cette solution contractuelle vise concrètement à suspendre temporairement le débouclage automatique des contrats.

La faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 avait donné lieu à un débouclage massif de contrats dérivés avec la banque, ce qui avait provoqué le chaos sur les marchés financiers.

Cet accord sera effectif à partir du 1er janvier 2015, selon le communiqué. Les banques auxquelles il va s'appliquer sont: Bank of America, Bank of Tokyo-Mitsubishi, Barclays, BNP Paribas, Credit Agricole, Credit Suisse, Citigroup, Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan Chase, HSBC, Mizuho Financial Group, Morgan Stanley, Nomura, Royal Bank of Scotland (RBS), Société Générale, UBS, Sumitomo Mitsui et UFJ.

[Une star de Wall Street parie sur l'effondrement de la France](#)

[Lucie Robequain / Correspondante à New York | Le 24/10 LesEchos.fr](#)

Le New-Yorkais David Einhorn, [PDG](#) du [fonds activiste](#) Greenlight Capital, appelle à spéculer à la baisse sur les obligations françaises. Le financier, qui avait anticipé avec un an d'avance la faillite de Lehman Brothers, dresse un tableau sombre du pays : « *Les [marchés obligataires](#) considèrent la France comme l'Allemagne, alors qu'elle ressemble bien davantage à la Grèce. [...] La France semble trop fière pour se réformer* », indique-t-il en dénonçant en vrac la taxe à 75 %, les 35 heures et les tensions avec l'Europe autour du dernier budget « *anti-austérité* ».



http://www.lesechos.fr/journal20141024/lec1_france/0203883932383-une-star-de-wall-street-parie-sur-leffondrement-de-la-france-1057009.php

Et nous (L'Integral) d'ajouter un extrait de la déclaration de François Fillon faite ce jour aux Echos :

Je crains que la France ne soit à la veille d'un accident financier grave qui pourrait faire éclater la zone euro. Pour l'heure, notre pays ne tient que parce que les taux d'emprunt sont bas. Mais cette bulle n'est pas durable : pas de croissance, un chômage qui progresse, une dette qui explose et dépasse les 2.000 milliards, des déficits qui ne se résorbent pas et l'impossibilité de ramener le déficit sous les 3 %, même en 2017... la crise ne fait que s'aggraver. Face à cela, il faut une véritable refondation économique et sociale. Pas une « trépanation », mais une guérison.

[Ce que nous voulons, c'est ce que vous avez](#)

Pierre Templar 23 octobre 2014 <http://survivreauchaos.blogspot.fr>



L'une des préoccupations majeures de ceux qui sont honnêtes et se préparent en vue du chaos devrait être le côté sombre de la nature humaine.

Vous pourriez avoir tous les équipements et fournitures qui sont nécessaires

en vue du grand soir, assez de vivres pour nourrir votre famille pendant 10 ans, assez de munitions pour mener une salve de 21 coups de canon toutes les heures de la journée pendant les cinq prochaines années ;

Et pourtant vous faire tout prendre en une minute par des personnes désespérées qui ne se soucient aucunement de vous-même ou de votre famille...

Lorsque surviennent les temps difficiles, l'instinct de survie entre en scène à un moment ou un autre. C'est alors que les plus grands périls se présentent, et que l'on peut être amené à défendre sa vie.

Je veux parler du véritable instinct, celui qui pousse à survivre coûte que coûte, et que "Les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître", comme le dit la chanson, ou du moins, ceux et celles de nos pays développés qui n'ont jamais eu à vivre dans l'angoisse du lendemain.

Lorsque la situation est désespérée et que c'est soi-même ou celui d'en face, la plupart des gens vont laisser de côté leurs éventuels principes et faire tout ce qui est nécessaire pour prendre ce que vous avez, dès lors que ce que vous avez pourrait être en mesure de les aider.

Nous allons donc parler dans cet article du concept de "maraudeur". Je crois personnellement que ce terme est plus approprié que "criminel" ou "voyou", dans la mesure où il englobe aussi ces derniers, et le péril qu'il représente bien réel. C'est la raison pour laquelle nous n'avons cessé depuis le début de parler de sécuriser le domicile, maintenir une conscience permanente du danger, et de la manière dont la société peut s'écrouler en l'absence de règles de droit. L'histoire est pleine d'exemples de gens qui ont perdu la vie pour toute sorte de raisons futiles, et le fait d'ignorer les périls qui nous menacent ne va pas les rendre moins réels pour autant.

Beaucoup de gens de mon entourage, et très probablement du vôtre par la même occasion, pensent que le fait d'interdire les armes à feu serait le meilleur moyen de prévenir la violence. J'ai arrêté depuis longtemps de vouloir argumenter contre une telle idée, tant elle est stupide. Les abrutis

dotés d'un raisonnement aussi simpliste ne méritent pas qu'on leur accorde une quelconque attention.

Si vous n'avez pas d'armes, alors vous avez encore moins de chance de vous protéger contre les malfaisants qui en ont ! Mais supposons une seconde, pour aller dans le sens des idiots précités, qu'il n'y ait vraiment aucune armes à feu d'aucune sorte en France. Croyez-vous vraiment que cette absence va garantir votre sécurité ? Allez donc dire cela aux civils du Nigeria qui ont été massacrés à coups de machette, ou aux chrétiens décapités dans les pays musulmans...



L'absence d'armes ne signifie en aucune manière la paix, l'amour et les fleurs. Ce n'est pas nouveau, et la violence ne cessera jamais quelle que soit la loi qui puisse être votée, ou le droit d'en posséder retiré aux citoyens. Si quelqu'un veut vraiment votre mort, alors il vous tuera. A moins que vous ne soyez en mesure de le stopper.

Le manque de moyens de protection est dans tous les cas un sérieux problème. Mais le plus important est cet aspect sombre et sinistre que j'évoquais en début d'article. Quoi qu'il puisse arriver, si la société s'écroule jusqu'au point de désespoir, alors les gens vont faire des choses désespérées. Il n'y a aucune négociation possible face à des individus qui ont faim, qui ont un plan, qui sont en nombre suffisant et qui possèdent des armes. Ces gens-là vont venir prendre ce que vous avez, et vous pourrez vous estimer heureux s'ils ne font rien de pire que d'emporter vos provisions...

Aucune préparation ne peut vous prémunir contre les maraudeurs et les empêcher de vouloir vous voler ce qu'ils veulent, ou ce dont ils ont besoin pour vivre. Vous pourriez prévoir en quantité suffisante pour faire la charité, mais il arrivera un moment où il faudra que vous gardiez ce qui est nécessaire pour nourrir votre famille.

Et cela ne s'arrête pas à la nourriture. Si c'est votre BAD qu'ils veulent, alors ils la prendront. A partir du moment où vous possédez quelque chose d'intéressant, quoi que ce soit, vous devenez une cible.

Imaginez vous-même et votre famille une fois les lumières éteintes... Imaginez des maraudeurs épier votre maison depuis les bois environnants. Est-ce que cela serait en mesure de changer la manière dont vous vous préparez ? Si vous saviez que des prédateurs vous attendent là-dehors, est-ce cela changerait quelque chose à ce que vous faites maintenant ?



Un personne bien intentionnée pourrait penser que seuls les criminels seraient amenés à commettre des actes mauvais, y compris en temps de chaos. Or ce genre de raisonnement peut être fatal. Si vous avez vécu une vie normale jusqu'à présent, alors vous n'avez qu'une très petite idée de vos aptitudes réelles de survivaliste comme du genre de personne que vous pourriez devenir, et *a fortiori* les autres, quand chacun doit se battre pour survivre.

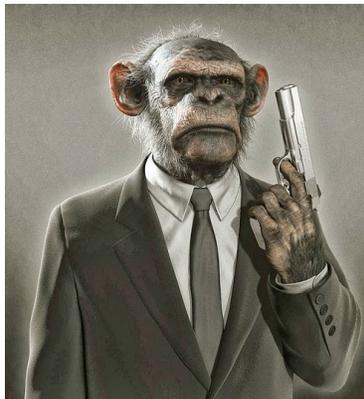
Il est primordial de savoir que les gens peuvent montrer des facettes très différentes de leur personnalité lorsqu'on en vient au véritable instinct de

survie. Les gens ordinaires aiment à penser que tout peut s'arranger en faisant le bien. Ils agissent donc en conséquence, et se comportent autant que possible de bonne manière, en "Bon père de famille". Et cela n'a rien à voir avec le fait de croire en Dieu ou pas. J'éprouve une sympathie réelle envers ces personnes, de même que pour les âmes charitables. Ceux qui font le bien sont très certainement de bonnes personnes, et un tel état d'esprit peut être gratifiant en temps ordinaire. Mais en temps de chaos, et je suis désolé d'avoir à être aussi négatif, elles ne feront pas long feu.

Lorsque les gens seront condamnés à choisir entre eux-mêmes et cette "bonne personne", la réponse est facile à deviner...

En temps de chaos, tout se renverse, et rien ne fonctionne plus comme on l'avait imaginé. Nous vivons tous aujourd'hui en sachant que les mauvais existent, mais aussi que cette espèce diabolique et malfaisante est plus ou moins contrôlée et maintenue à distance de notre société. Ainsi, à moins de fréquenter nous-mêmes leur milieu, ne serait-ce que par obligation professionnelle (forces de l'ordre ou autre), nous ne sommes pas tout à fait conscient du nombre de mauvaises gens qui nous entourent. Peut-être vivons-nous tout près de l'une ou plusieurs d'entre elles, sans même nous en douter...

Mes diverses aventures en dehors du cadre géographique et social de mon pays ont eu pour effet de me soustraire à mes illusions, parfois très rudement. Celles-ci ont été largement battues en brèche lorsque je me suis aperçu de ce pouvaient faire les gens "normaux" pour survivre. Sans parler des mauvais...



Mais revenons à nos maraudeurs... Il existe des tas de gens de nos jours qui ne sont "personne". Des gens ordinaires qui travaillent à l'usine, et prennent tous les soirs le métro pour finir devant la télé. Des voisins que vous ne connaissez pas vraiment, mis à part le "Bonjour" dont vous les gratifiez de temps à autre, ou les commentaires échangés sur un coin de pelouse à propos du dernier match de football ;

Des gens qui vivent seuls, qui ont l'air correct, possèdent un travail honnête, et passent leur fin de semaine au café à discuter avec les amis. Si on vous demandait de les décrire, vous diriez probablement que ce sont juste des voisins, des gens "normaux", voire sympathiques...

Sans vous douter un seul instant que ce sont des psychopathes en puissance, attendant le moment propice pour se révéler. Des gens qui une fois le chaos venu vont être autant de leaders de groupes locaux. Des gens populaires parfois, qui ont quelque chose qui fait que les autres veulent les suivre, en particulier les méchants.

Le meurtre, le viol, le vol et tout ce qui va avec deviendront à ce moment-là leur manière de vivre. Des gens desquels vous courrez vous cacher en les voyant, eux et leurs groupes, même si vous les fréquentiez dans une vie antérieure. Des gens devenus très différents de ceux que vous aviez connus, qui comme nous tous attendaient le chaos, mais sans savoir qu'ils l'aimeraient et que celui-ci serait le catalyseur permettant à leur vraie nature de se révéler et de s'exprimer.

Et ces gens-là ne seront pas les seuls. Lorsque les lumières vont s'éteindre, des tas de bizarres et de malades vont se lever. Et pour rendre les choses encore plus difficiles, des gens tout à fait normaux en temps ordinaires. Le fait est que vous ne saurez jamais quel type de personnes vivent autour de vous, voire même parmi vous.

Outre ces gens normaux qui auront mal tourné, vous aurez toute une armée de raclures et de vrais criminels qui n'attendent que le chaos pour être enfin quelque chose et jouer aux petits dictateurs. Vous pouvez être sûr qu'ils sont parfaitement préparés pour cela. Ils vivent déjà dans leur propre version

criminelle du chaos, avec leurs propres règles. Lorsque les lumières vont s'éteindre pour de bon, ils n'auront plus qu'à "sauter" dans leurs nouveaux rôles, parfaitement organisés, prêts à prendre la relève et se défouler sans que rien ne puisse les retenir.

"Pourquoi y a-t-il tant de mauvaises gens tout d'un coup ?" vous demanderez-vous. La réponse est en fait très simple : parce que **les mauvaises gens sont partout autour de nous**. Personnellement, je classerais cette population en trois catégories :

1. Ceux qui sont conscients d'être mauvais, comme les membres du crime organisé, les gangs, les voyous, etc. qui œuvrent d'ores et déjà pour le mal ;
2. Ceux qui sont conscients d'être louches mais se tiennent encore à carreau, attendant impatiemment l'opportunité d'une prochaine apocalypse pour réaliser leurs désirs secrets et exercer leur pouvoir sur les autres ;
3. Ceux qui sont "bons" pour l'instant, œuvrant globalement pour le bien, sans se douter que le chaos à venir va les muter en gentils psychopathes torturant leurs semblables.

Donc pas mal de monde assurément...

Comment pensez-vous que tout ce beau monde va se comporter une fois les lumières éteintes ?

[Faut-il se repositionner sur les minières aurifères ?](#)

24 oct 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Il n'y rien de plus satisfaisant que de tomber sur un camion de bière accidenté un jour de canicule.

De la même manière, nous observons aujourd'hui, bouche bée, la carcasse des minières aurifères. Elles sont 70% moins chères qu'il y a trois ans. Et elles sont 25% moins chères qu'il y a deux mois. Quel bonheur !

De manière générale, l'or semble avoir atteint un plancher aux environs des 1 200 \$ et paraît décidé à ne pas aller plus bas. Il grimpe en même temps que les espoirs de nouveau QE et chute lorsqu'il semble que le QE va se terminer

comme prévu — exactement comme les marchés boursiers.

Avant d'oublier... nous recevons beaucoup de courriers de la part de nos lecteurs. Nous les lisons tous, mais nous ne pouvons pas forcément y répondre. Parfois, c'est une question de temps. Dans la plupart des cas, nous ne connaissons pas les réponses.

Mais c'est très instructif. Et nous essayons de choisir des thèmes généraux, des questions et des sujets intéressants que nous abordons ensuite dans nos Chroniques. Un lecteur, par exemple, nous a posé la question des *stop loss*. Pourquoi 15% ? Pourquoi pas 20% ou 30% ?

▪ **Bonne question, merci de l'avoir posée...**

... Mais nous ne sommes pas la meilleure personne à qui demander. Nous n'essaierons donc même pas d'y répondre. Au lieu de ça, nous aimerions rappeler à nos lecteurs que les *stop loss* ne sont pas appropriés pour l'investissement par la valeur.

Un *stop loss* fonctionne en vendant automatiquement votre position lorsqu'elle chute en proportion pré-déterminée. Votre perte totale est donc limitée — si le mécanisme fonctionne — à la somme que vous êtes prêt à perdre au départ.

Intéressant, non ? C'est comme entrer dans un casino avec seulement 100 \$ en poche. Très utile pour spéculer : si l'investissement ne grimpe pas comme espéré, on n'enregistre qu'une petite perte.

Mais les investissements que nous préférons sont ceux qui baissent, pas ceux qui grimpent. C'est-à-dire que nous achetons de la valeur. Nous voulons en avoir le plus possible pour notre argent. Si les prix chutent, ça signifie que nous pouvons en avoir encore plus. Nous ne voulons donc pas de *stop loss*. Nous racontons plutôt nos mésaventures à nos amis. Ils se moquent de nous... et nous achetons plus.

▪ **Quel genre d'investissements sont les minières aurifères en ce moment ?**

Là encore, c'est une bonne question. En surface, elles semblent avoir de la valeur. Comparées à d'autres actions, elles sont bon marché. Le marché boursier US a plus que doublé depuis 2009, les minières aurifères n'ont pas bougé, obstinément. Elles sont tout aussi cabossées qu'au début de la crise.

Ce qui ne signifie pas qu'elles ne seront pas encore plus abimées l'an prochain. Mais pour l'instant, il y a probablement quelques canettes de bière intactes parmi les débris, prêtes à être ramassées.

Nous abordons le sujet suite à quelques articles écrits par nos collègues Steve Sjuggerud et Chris Mayer. De manière indépendante et simultanée, tous deux ont déclaré qu'il était temps de se repositionner sur les minières aurifères.

C'est particulièrement significatif parce que Steve et Chris font partie des meilleurs analystes du secteur. Ils ont chacun à peu près doublé la performance du S&P 500 au cours des 10 dernières années, un exploit que l'Hypothèse des marchés efficients qualifie de pratiquement impossible.

Il faut être courageux pour recommander des minières en ce moment. Non seulement leurs cours sont bas, mais il n'y a aucune raison de penser qu'ils vont grimper. L'économie mondiale ralentit au lieu d'accélérer. Les prix des matières premières chutent au lieu de grimper. L'inflation diminue au lieu d'augmenter. Et le dollar, dans lequel sont mesurés l'or et les autres matières, se renforce.

Sachant tout cela, les courtiers ne veulent pas aborder le sujet des minières. Et les investisseurs ne veulent pas en entendre parler.

▪ **Contrarien un jour, contrarien toujours...**

De sorte que nous nous demandons si le moment ne serait pas venu d'acheter. Selon Steve Sjuggerud :

"Après quelques mois abominables, les valeurs aurifères semblent tenter de se relever. Nous avons l'ombre d'une tendance à la hausse se mettant en place. Le soleil semble commencer à se lever".

Le soleil est-il déjà en train de se profiler à l'horizon ? Nous ne nous levons pas assez tôt pour le savoir. Mais tant que la Terre tourne, le soleil doit se lever tôt ou tard. Nous sommes tenté de nous positionner sur des valeurs aurifères à prix cassés puis d'attendre — tout comme s'il s'agissait d'investissements par la valeur.

Steve préfère mettre un *stop loss*. Il pense que la perte maximale doit être de 7%, tandis que le potentiel de hausse est gigantesque :

"La dernière fois que les valeurs aurifères étaient aussi impopulaires, on était à la fin 2008. L'indice des minières aurifères

Sprott Zacks a grimpé en flèche, prenant 242% par rapport à son plus bas entre la fin 2008 et la fin 2010 — soit un peu plus de deux ans”.

Steve espère une redite.

Acheter maintenant ? Utiliser un *stop loss* ? Attendre une tendance haussière nette ? Nous ne savons pas quelle approche est la meilleure... mais nous avons l'intention d'étudier la question — et de vous en reparler.

Pétrole : l'OPEP baisse ses prix... qu'en est-il du secteur du schiste ?

Matt Inley 24 oct 2014 | [La Rédaction](#) | [a Chronique Agora](#)

▪ Sommes-nous en train de revivre 2008 ? Si vous êtes en Arabie Saoudite, clairement oui !

L'Arabie Saoudite vient de baisser fortement le prix de son brut Arab Light, à un niveau que l'on n'avait plus vu depuis décembre 2008.

Aurions-nous pu imaginer il y a seulement 10 ans qu'un boom pétrolier aux Etats-Unis provoquerait une telle panique parmi les membres de l'OPEP ?

Eh bien, mes amis, c'est exactement ce qui est en train d'arriver sous nos yeux. Et il n'y a pas que l'Arabie Saoudite qui baisse ses prix. Ainsi, selon Bloomberg, “en novembre, la National Iranian Oil Company, une entreprise publique, a réduit le prix de vente officiel de son brut aux acheteurs asiatiques”.

L'Arabie Saoudite et l'Iran baissent leurs prix ? Eh bien ! On ne voit certainement pas ça tous les jours... ni même toutes les décennies ! D'autres pays de l'OPEP suivront vraisemblablement le mouvement eux aussi. Le Nigeria ? L'Angola ?

Ce discours sur la fin de l'OPEP, en toile de fond depuis le début du boom du gaz de schiste en 2008, est réellement en train de se réaliser sous nos yeux. Et d'ailleurs, vous ne me verrez pas verser une larme sur le sujet.

Aujourd'hui nous vivons dans un nouveau monde pétrolier — un monde où la pression est mise sur l'OPEP et où le potentiel se trouve en Amérique.

Cependant, ça ne me réjouit pas pour autant dans mon travail.

Au moment où j'écris ces lignes, le WTI s'échange à 84 \$ le baril. Le Brent pour une livraison en décembre est à 89 \$.

“La chute des prix met à l'épreuve les entreprises de forage”, pouvait-on lire dans le *Wall Street Journal* il y a quelques jours.

Par conséquent, si un pétrole meilleur marché est bon pour votre porte-monnaie, le mien et celui de millions d'automobilistes – cette même histoire n'est pas autant appréciée dans les bureaux de Houston.

▪ **Pétrole de schiste : toujours d'actualité ?**

Avec l'ambiguïté qui entoure les prix futurs du pétrole – du moins dans l'esprit des analystes – il existe pléthore de raisons pour lesquelles les traders s'éloignent des acteurs du schiste américain.

Tout cela est bel et bon sur le court terme. Mais ce recul des prix ne durera pas. Alors que le monde évalue les nouvelles dynamiques de l'offre et de la demande pour le pétrole, nous arriverons à un nouveau niveau de support pour les prix. Rappelez-vous, même si nous assistons à un excédent momentané de pétrole aujourd'hui, il y a beaucoup de niveaux de support pour les prix à long terme.

Ceci étant, les prix du pétrole se stabiliseront (vraisemblablement autour des 85 \$) avec le temps. Peut-être dans une semaine, peut-être dans quelques mois. A ce moment, il sera on ne peut plus évident qu'aujourd'hui les producteurs de pétrole de schiste sont totalement rentables à 85 \$.

Le marché traite bon nombre de ces acteurs dans le pétrole de schiste comme s'ils étaient des producteurs “marginaux” de pétrole (comme des entreprises qui sont au bord de la rentabilité et qui peuvent disparaître si les prix du pétrole varient d'un dollar). Mais ce n'est pas le cas. Le seuil de rentabilité se situe plutôt autour des 50 \$. Les producteurs peuvent alors toujours gagner de l'argent à 85 \$.

J'en suis fortement convaincu. Je sais que l'industrie du schiste est là pour durer... et prospérer. Mais avec la faiblesse des cours du pétrole ce n'est pas encore le moment de se placer. Lorsque nous verrons les prix du pétrole se stabiliser, je vous promets des opportunités à foison.

Marchés actions : Et maintenant, que vais-je faire ?

24 octobre 2014 | Cécile Chevré | La Quotidienne Agora

Deux semaines de remous. 6% de baisse sur le CAC 40 depuis un mois, près de 7% de recul sur le DAX sur la même période et -6,70% pour l'EuroStoxx.

Et puis... quoi ?

Voilà une excellente question, cher lecteur, à laquelle je ne suis pas sûre de pouvoir répondre. Au sein même des Publications Agora, les avis sont très partagés. Philippe Béchade est persuadé que les marchés vont continuer à baisser et Eric Lewin mettrait quant à lui sa main à couper qu'ils vont rebondir et que le CAC 40 va rapidement retrouver les 4 500 points pour clôturer l'année vers les 5 000 points.

Et moi ? Ce que j'en pense ? Pas grand-chose pour tout vous dire. Disons que je suis plus préoccupée par le moyen/long terme. Je me demande ce que les banques centrales vont faire.

Selon le planning qui s'est précisé ces derniers mois, la Fed doit mettre fin à son *quantitative easing* dans... quelques jours – fin octobre. Pas besoin d'avoir un cerveau aussi bien calibré que celui d'Einstein pour additionner 1 + 1, à savoir la chute actuelle des marchés et la fin annoncée du QE.

En fin de semaine dernière, les marchés avaient repris un peu de poil de la bête alors que James Bullard, le président de la Fed de St Louis, laissait entendre que le QE pourrait être prolongé de quelques mois.

Une autre rumeur avait versé un peu de baume de réconfort sur le petit cœur blessé des marchés, celle d'un possible QE4.

Un QE4 qui laisserait entrevoir un retour en force du marché haussier, voire même – rêvons un peu – une hausse permanente.

Ces hypothèses sont-elles réalistes ? Je n'ai évidemment pas de boule de cristal et malgré mes nombreux efforts je ne suis toujours pas dans les petits papiers de Janet Yellen si bien que, comme la plupart des commentateurs, j'en suis réduite aux conjectures. Mais après tout, c'est mon métier, et tenter de raisonner le plus posément possible sur ce que nous réservent les mois à venir aussi.

Scénario numéro 1 : Prolongation du QE3

Commençons par le plus simple : l'hypothèse d'une prolongation du QE3.

Pourquoi pas, effectivement.

C'est en outre une décision que la Fed saura justifier sans trop d'efforts, arguant par exemple, que le marché de l'emploi américain demeure fragile ou encore que certains doutes persistent sur la croissance.

L'inflation – officielle – restant sous contrôle, la Fed pourrait se permettre de prolonger son QE jusqu'à, disons, la fin de l'année.

Une décision qui accompagnerait la frénésie de dépenses et de consommations à laquelle se livrent traditionnellement les Américains après Thanksgiving.

Taux de probabilité d'une prolongation du QE3 jusqu'à fin 2014 : 60%

Scénario numéro 2 : Mise en place d'un QE4

La rumeur a opportunément fait son apparition alors que les marchés américains se mettaient à décrocher dans le sillage des places européennes. L'effet a été immédiat – et d'une grande efficacité – mais est-il réellement crédible ?

Eh bien, je ne le pense pas. Ou du moins pas tout de suite.

Pourquoi ? Parce que la Fed ne peut pas vraiment justifier ce QE4. Actuellement du moins – j'insiste sur ce point.

Le PIB américain pour le 2e trimestre a été par deux fois déjà revu à la hausse, s'affichant maintenant à 4,6%.

Début octobre, on apprenait en outre que le taux de chômage était repassé sous la barre de 6% en juillet.

Les résultats trimestriels des entreprises sont certes mitigés, mais pas de quoi nous plus hurler à la catastrophe. Certes certaines entreprises ont déçu et fortement. Je pense par exemple à IBM qui affiche une chute de 99% de son bénéfice net (oui, cela fait mal) ou encore à Amazon.

Le géant de l'e-commerce a publié des pertes nettes – ce qui est une habitude chez lui – mais surtout les plus importantes jamais enregistrées, à 437 millions de dollars. Et surtout, le chiffre d'affaires, en hausse pourtant de 20%, a progressé moins qu'attendu par le consensus. Or, vous le savez, le consensus n'aime pas être déçu.

A ranger parmi les déceptions, les résultats de McDo ou encore de Coca

Cola.

Mais les bonnes surprises sont jusqu'à présent parvenues à compenser les mauvaises : Apple, Manpower, Harley-Davidson, Texas Instruments ou encore Boeing ont publié des résultats au-dessus des attentes.

[Au passage, je vous signale la fulgurante progression d'une des valeurs recommandées par Ray Blanco dans [*NewTech Insider*](#) : +30% hier après la publication de très bons trimestriels. Oui, les entreprises de nouvelles technologies rapportent toujours... et c'est une excellente nouvelle pour ceux qui suivent les conseils de Ray dans [*NewTech Insider*](#)]

Reste donc, pour justifier un potentiel QE4, la chute des marchés actions. Et uniquement elle.

Avouez que c'est un problème. A la place de Janet Yellen, je ne voudrais pas donner l'impression que mon seul et unique sujet de préoccupations, ce sont les marchés actions. Le lancement d'un QE4 serait un véritable et dangereux aveu de faiblesse de la Fed.

Taux de probabilité d'un QE4 d'ici la fin de l'année : 20%

Par contre, c'est une hypothèse qui devient bien plus probable à plus long terme. Les conséquences de l'arrêt du QE sur les indices actions seront immédiates – ils vont décrocher. Mais le véritable effet insidieux se fera à plus long terme. Aussi bien la croissance des entreprises que leur valeur boursière ont largement profité du QE.

Taux de probabilité d'un QE4 en 2015 : 60%

[« Wall Street prépare une attaque en règle contre la France... »](#)

Charles Sannat 24 octobre 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Si nous vivons pour le moment avec des taux bas en France qui rendent le service de la dette (les intérêts à payer chaque année) supportable, c'est uniquement parce que SMS1er, le roi du mobile et accessoirement le mamamouchi en chef de notre république en déclin, s'aligne sans vergogne sur toutes les positions des États-Unis d'Amérique, fussent-elles contre les intérêts à long terme de notre pays mais que voulez-vous, le porte-monnaie

ne peut être ignoré et si Paris valait bien une messe, éviter l'insolvabilité vaut bien quelques capitulations en rase campagne.

En clair, tant que nous sommes gentils et bien obéissants à l'égard de l'oncle Sam, ses chiens de garde financiers restent sages ou plutôt attentistes.

Pourtant, cette veillée d'arme semble toucher à sa fin et nous prochainement à notre faim (d'où l'idée des pâtes en solde chez Intermarché sans oublier, message de l'un de nos camarades contrariens, de recharger aussi les stocks avec quelques boîtes de concentré de tomate à 32 centimes ; je connais les prix vu que j'en avais pris hier), et certains à Wall Street, sans doute la « mauvaise » finance, semblent fourbir ses armes et commencent à avoir du mal à patienter.

Le buzz des États-Unis : une star de Wall Street parie sur l'effondrement de la France

C'est le titre d'un article des *Échos* revenant sur David Einhorn, PDG du fond activiste Greenlight, qui recommande de spéculer à la baisse sur les obligations françaises... Pas franchement une bonne nouvelle mais somme toute une nouvelle parfaitement logique et qui ne surprendra aucun de nos camarades lecteurs contrariens. En fait, ce qui est surprenant c'est que les « investisseurs » continuent effectivement encore à prêter à la France, cependant cette question vaut aussi pour l'Italie, l'Espagne, le Portugal et même l'Allemagne qui se croit très forte mais qui va perdre un grand paquet de sa population dans les 20 ans qui viennent, va subir de plein fouet la nouvelle révolution robotique et qui se traîne tout de même elle aussi une sacrée dette.

Alors voilà l'essentiel de ce que nous raconte le Einhorn et c'est assez énorme (on pourrait même dire Einhorme!!):

« Pariez sur les banques grecques, et contre la France ! Tel est le conseil prodigué lundi par l'une des grandes stars de Wall Street, David Einhorn, lors d'une conférence d'investisseurs à New York. Le PDG du fond activiste Greenlight Capital, à qui l'on doit plusieurs coups de maître (dont l'anticipation de la faillite de Lehman Brothers dès 2007) a dressé un tableau dramatique de la situation en France :

Les marchés obligataires considèrent la France comme l'Allemagne, alors

qu'elle ressemble bien davantage à la Grèce», indiquait-il dans sa présentation. Il voit d'ailleurs Athènes dans une meilleure situation que Paris : «La Grèce a bu la potion amère, elle a restructuré ses obligations et son économie. Elle a cessé de vivre au-dessus de ses moyens. La France, elle, semble trop fière pour se réformer», indique-t-il en dénonçant en vrac la taxe à 75 %, les 35 heures et les tensions avec la Commission européenne autour du dernier budget «anti-austérité». Chiffres à l'appui, il montre que la charge de la dette payée par la Grèce est désormais inférieure à celle de la France (en pourcentage de leur croissance).

Et pourtant : la dette à 10 ans se négocie à 1,3 % en France et à 9 % en Grèce. «Si les marchés révisent le risque souverain français à sa juste valeur, le service de la dette française va devenir insupportable. C'est pourquoi nous recommandons de vendre (à découvert) la dette française», conclut-il. Il recommande, à l'inverse, d'acheter des obligations de banques grecques (Alpha, Piraeus, NBG, Eurobank, etc.). «Les investisseurs s'inquiètent tous de la Grèce, mais ils devraient s'inquiéter davantage de la France. Le rendement des obligations françaises, tel qu'on le connaît aujourd'hui, ne devrait pas exister.»

Le « Made in USA » gagne encore du terrain

« Plus d'une entreprise américaine sur deux (54 %) envisage de relocaliser sa production aux États-Unis, selon l'étude publiée mercredi par le cabinet de conseil BCG. Près d'un quart d'entre eux affirment même avoir enclenché le processus de relocalisation de leur production aux États-Unis. Grâce à une énergie bon marché et une grande flexibilité du marché du travail, le pays est ainsi redevenu la destination la plus choisie (27 %) pour implanter de nouvelles usines américaines, dépassant la Chine (23 %) et le Mexique (24 %). Cette tendance devrait encore se renforcer dans les prochaines années, estime le BCG : d'ici à cinq ans, près de la moitié des forces de production américaines (47 %) devraient se retrouver sur le territoire américain. La Chine n'abritera ainsi plus que 11 % de la production des compagnies américaines vendue aux États-Unis. »

La stratégie américaine ? Couler l'Europe et faire dérailler la Chine pour sauver le leadership américain...

Lorsque vous êtes un « empire » et que vous raisonnez uniquement en terme

de puissance et de leadership, vous ne voulez pas voir un concurrent sérieux émerger. Il est évident qu'une Europe politiquement et économique efficiente avec un euro qui marcherait serait un concurrent sérieux pour les USA, comme l'est une Chine prospère et qui désormais atteint des standards de qualité parfaitement « occidentaux ».

Alors donner un petit coup de pied dans tout ça et secouer le cocotier peut s'avérer une stratégie payante.

En gros, les USA exploitent à fond leur gaz de schiste pour proposer une énergie pas cher à leurs industriels qui, du coup, veulent relocaliser (bien qu'en automatisant tout donc avec assez peu de création réelle d'emplois mais c'est un autre sujet). En faisant cela, ils laminent la croissance chinoise qui reste basée avant tout sur le fait que la Chine est l'usine low cost du monde.

Ils attaquent le plus gros des maillons faibles de l'Europe, à savoir la France, ce qui aura pour conséquence de faire exploser l'euro puisque aucun plan d'aide européen ne sera suffisant et possible pour sauver la France, ce ne sont pas les Grecs qui vont payer pour nous, bien que l'inverse fut vrai. Résultat ? Dislocation de l'Europe et mort de l'euro. Avec le bazar que ne manquerait pas de créer l'explosion de la monnaie unique, les peuples européens seraient vaccinés sur plusieurs générations contre toute tentation de monnaie unique. Tout bon pour maintenir le statut du roi dollar qui se verrait apprécié, et les États-Unis verraient affluer des fonds du monde entier qui viendraient s'investir sur les bons du Trésor américain dont les taux, du coup, baisseraient même sans l'aide de la FED...

Entre-temps, on stresse un peu les Russes avec cette histoire ukrainienne, on distend les liens entre l'Europe et la Russie pour affaiblir les deux et au passage, on fait signer un beau traité transatlantique afin de pouvoir acheter de beaux actifs dont les prix seront fracassés lors de la grande crise que l'on n'aura pas manqué de créer.

Comme ce fameux traité est censé être signé en 2015... Évidemment, tout cela n'aura jamais lieu car il s'agit uniquement du délire d'un pauvre contrarien derrière son clavier qui voit le mal partout et vraiment... aucune raison d'espérer.

Bon, je vais aller acheter quelques boîtes de raviolis péremption 2018... On

ne sait jamais.

Il est déjà trop tard. Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Bourse : vers une période troublée (Carmignac Gestion)

Carmignac Gestion est l'une des meilleures maisons de gestion françaises pour ne pas dire la meilleure, raison pour laquelle le « pessimisme » de Carmignac, dont le travail reste de vous vendre des actions à l'égard des actions elles-mêmes, devrait plutôt inciter à la réflexion les épargnants français.



Ainsi, « Carmignac n'hésite pas à se montrer négatif sur l'avenir des marchés à moyen terme. En cause : le retournement de plusieurs indicateurs avancés.

Alors que les marchés se calment depuis lundi après la brève panique de la semaine dernière, il serait sérieusement temps d'alléger ses positions selon Carmignac Gestion. Le gérant français estime que le retournement d'indicateurs clés laisse entrevoir l'approche de fortes turbulences.

Carmignac Gestion n'y va pas par quatre chemins. En ce début de quatrième trimestre, le fonds donne une ligne directrice claire : il faut alléger les portefeuilles d'actions et passer sans tarder sur des valeurs « refuges ». » Tiens, des valeurs refuges... je me demande bien ce que cela pourrait bien être... Non, surtout, n'achetez pas d'or, il est trop cher, et puis c'est compliqué, et puis pfff, ça ne sert plus à rien ma brave dame, non vous pourriez par exemple acheter de la bonne dette française à travers votre

contrat d'assurance vie que les Américains vont se faire un plaisir d'attaquer...

Charles SANNAT [Source ici](#)

[L'œil du cyclone, la vidéo de notre ami canadien](#)

Pour celles et ceux qui n'avaient pas encore vu la dernière vidéo de notre ami Martin Prescott du Canada. Il maintient son point de vue et il explique que l'on est en perte de confiance mais pas encore en mode panique. Je suis d'accord avec lui. Tout krach boursier commence d'abord par un piège baissier et repart à la hausse puis s'effondre... Regardez tout simplement les graphiques sur le long terme, c'est assez saisissant.



<http://www.youtube.com/watch?v=iC6-Qh3nmbg>

Enfin, pour ceux qui me demandent pourquoi je parle aussi régulièrement du travail de Martin Prescott alors que je pense que tout ce système va s'effondrer, la réponse est très simple. Je trouve cela très surprenant d'avoir un « trader », un gars qui « spéculé » tous les jours alors que lui aussi pense qu'à terme tout va s'effondrer !! Je suis bien incapable à titre personnel de « trader » et puis pour tout vous dire, effectivement, je n'y crois pas et je n'ai pas envie de me faire prendre au piège avec les sous de la famille... Mais mon cas personnel n'est pas le cas de tous, et avec cette belle stratégie du « canard », disons-le, je n'ai en aucun cas profité de la hausse considérable des marchés de ces trois dernières années. Je ne regrette rien, rien de rien comme le dit la chanson, mais je sais pertinemment que certains parmi vous aiment s'amuser et cherchent tout de même quelques gains, sans oublier le

côté amusement.

Alors quitte à le faire, autant le faire bien. Je ne gagne rien sur le travail de Martin et je ne veux surtout rien gagner, simplement j'aime bien ses propos, son travail, et ses analyses, ce qui est largement suffisant pour partager ses informations avec vous.

Charles SANNAT

L'euro vit-il ses dernières semaines ?

Je vous conseille la lecture de cet article publié sur le site d'*Économie Matin*, un papier rédigé par l'ancien président de l'APEC.

Bon, en gros, tout le monde commence à penser la même chose.

Il est donc déjà trop tard. Préparez-vous avec un savant cocktail d'or et de boîtes de conserve. À vous de voir la répartition qui vous semble la plus pertinente dans votre situation.

Charles SANNAT

L'euro vit-il ses dernières semaines ?

[Eric Verhaeghe Les Experts 21-10-2014 ÉconomieMatin.fr](#)

L'Allemagne exprime de plus en plus ouvertement son mécontentement vis-à-vis de la BCE et de sa conception de l'euro. Cette tension grandissante pourrait rapidement déboucher sur une crise ouverte.

Comment l'euro divise l'Europe

Le sommet des ministres des Finances du G20, qui s'est tenu lundi dernier à Brisbane, a permis de prendre la mesure des divisions qui affaiblissent l'Europe, et qui tournent toutes autour de la politique monétaire et de la relance de la croissance. L'Allemagne défend une ligne orthodoxe rigoureuse: politique monétaire restrictive et retour à l'équilibre budgétaire, pendant que les pays à l'ouest et au sud du Rhin prônent un laxisme monétaire et budgétaire pour relancer la croissance.

Entre les deux « partis », la querelle prend l'allure d'une guerre de religions,

chacun accusant l'autre d'hérésie.

Wolfgang Schäuble a été encore plus explicite : «Dès que la France et l'Italie mettront en oeuvre des réformes structurelles substantielles, la situation en Europe changera. Les leaders responsables en France et en Italie savent très bien ce qui doit être fait mais il leur est difficile de convaincre leur parlement et leur opinion publique.»

En marge de cette réunion, Mario Draghi a persisté et signé, en affirmant que la BCE accroîtrait ses interventions sur les marchés pour faciliter la reprise et la relance de l'inflation. Quelques jours auparavant, il avait défendu sa doctrine de l'euro faible, qui a le don d'exaspérer l'Allemagne.

Crise de plus en plus ouverte au sein de la BCE

Les tensions entre l'Allemagne et le reste de l'euro ont atteint une sorte de paroxysme. Il semblerait que Mario Draghi n'adresse même plus la parole au gouverneur de la Bundesbank et qu'il le tienne méticuleusement à l'écart des décisions.

Il faut dire que le gouverneur de la Bundesbank n'en rate pas une. Il s'est notamment fendu lundi dernier d'une déclaration tapageuse sur la fermeté nécessaire vis-à-vis de la France:

« La crédibilité des règles serait sérieusement entamée » si Bruxelles refusait de sanctionner la France pour une nouvelle violation de la règle d'un déficit budgétaire limité à 3% de produit intérieur brut (PIB), a déclaré le président de la Bundesbank lors d'un discours à Bielefeld, en Allemagne.

Jens Weidmann a rappelé que la crise de la dette avait éclaté en raison de la perte de confiance des marchés financiers quant à la soutenabilité de la dette de certains pays de la zone euro.

« De mon point de vue, ce n'est pas en s'écartant du chemin de la consolidation que l'on gagne la confiance », a-t-il dit.

La Commission Européenne met son grain de sel

Mario Draghi semble bien décidé à passer outre l'opposition allemande et à imposer sa politique, de conserve avec la Commission Européenne qui agit discrètement pour l'aider. La Commission vient ainsi de faciliter les règles de titrisation pour les banques et les assurances.

Pour les novices sur ce sujet, précisons simplement que la titrisation, pour un banquier ou un assureur, consiste à revendre ses créances à un autre banquier ou un autre assureur. Ce mécanisme, largement utilisé aux Etats-Unis dans les années 2000 sur le marché immobilier, a consisté, pour certains prêteurs, à revendre à prix d'or les crédits hypothécaires qu'ils avaient consentis à des clients insolvable. Cette mécanique leur a permis d'empocher une jolie plus-value et de se débarrasser de crédits risqués, les encourageant du même coup à vendre de plus en plus de crédits de plus en plus risqués: c'est ainsi que la crise des sub-primes nous est venue.

Pour l'instant, la Commission a établi un cadre strict pour limiter les dérives façon subprimes, mais on fait confiance aux banquiers pour monter des machines infernales qui contourneront les règles et feront endosser tôt ou tard aux contribuables européens le prix de leurs profits mal acquis.

Draghi transforme la BCE en bad bank

On adorait donner tort à l'Allemagne, mais force est de constater que la politique de Mario Draghi ne tardera pas à coûter cher aux Européens: elle leur permet peut-être d'obtenir une bouffée d'oxygène immédiate, mais la suffocation sera terrible le jour où les mauvais risques que la BCE est en train de concentrer se réaliseront.

Il est désormais acquis que la BCE, pour sortir la zone euro de l'ornière où elle végète depuis plusieurs années, se lancera à court terme dans des rachats massifs de titres souverains et de titres privés (ABS) ¶ une politique que l'Allemagne considère (à juste titre) comme une incitation à la dette et une désincitation aux réformes, et que la France soutient sans surprise, à condition qu'elle soit mise en place par le biais des banques centrales

nationales, et non par des opérateurs privés (la Banque de France défend ici le gagne-pain de ses 10.000 salariés...).

Cette politique n'exclut d'ailleurs pas d'autres instruments à venir, appelés de leurs vœux par les pays du sud. Tout est donc réuni pour que l'euro reste sur une tendance baissière accompagnée de taux proches de 0, sujet d'exaspération en Allemagne, où la retraite par capitalisation peine à tenir ses objectifs techniques.

Travaux pratiques en fin de semaine sur l'euro

Le retour à l'angoisse sur les marchés, porté par les illusions du malade grec sur son propre rétablissement, a permis de transformer les réunions de la BCE en travaux pratiques.

Dès le début de semaine (et les fidèles lecteurs de ce blog le savaient déjà), les premiers frémissements sont apparus sur la Grèce, avec l'idée d'une ligne spéciale de crédit à usage du grand malade continental. Les travaux de la Troïka et l'espérance nourrie par le gouvernement grec de sortir de la tutelle où il est enfermé depuis 2009 ont fini d'inquiéter les marchés, qui n'imaginent absolument pas la Grèce capable de se prendre en charge seule, bien au contraire. Dès mardi, la bourse d'Athènes dévissait de 5% et préparait une semaine noire pour les marchés européens.

Il faut dire que d'autres mauvaises nouvelles tombaient en Europe et aux Etats-Unis. Par exemple, la déflation est confirmée en Espagne, ce qui montre qu'une politique budgétaire rigoureuse a des effets positifs pour l'euro, mais des effets négatifs pour l'économie.

Dans ce climat apocalyptique, toutes les bourses ont souffert dans la crainte d'un retour de la crise de l'euro, et les Etats-membres voyaient avec la vitesse de l'éclair se profiler à nouveau la situation de 2009.

Il n'en fallait pas plus pour que la Commission Européenne et la BCE n'interviennent comme à la manoeuvre: la Commission se portait garante de la Grèce, et la Banque Centrale annonçait un soutien sans faille. Cette

intervention a permis de limiter les dégâts.

L'Allemagne n'a pas dit son dernier mot

Pendant ce temps, les oreilles de Mario Draghi chauffaient à Luxembourg, où la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) entendaient les parties allemandes et européennes dans la question préjudicielle posée par la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe sur la compatibilité de la politique de Mario Draghi avec les traités européens.

Cette affaire a suscité un véritable engouement en Allemagne, avec près de 500 occurrences sur le sujet. Ce chiffre illustre bien les réticences que l'euro y suscite aujourd'hui. Die Welt a par exemple titré: « Lance à incendie ou monstrueuse arrogance? », pendant que le ton général de la presse allemande soulignait le caractère très offensif des plaignants nationaux contre la BCE.

Voici un florilège des propos tenus par Dietrich Murswiek, conseiller du conservateur bavarois Peter Gauweiler, le plaignant principal dans cette affaire:

« Un organisme qui dépasse ses compétences ne dira jamais qu'il dépasse ses compétences » (à propos de la BCE)

« La BCE aurait pratiquement le champ libre pour conduire une politique économique et interférer avec les compétences des États membres. Au fond, toute politique économique peut être motivée sur la base d'une politique monétaire » fait remarquer Dietrich Murswiek.

Ce que la BCE espère obtenir de la Cour européenne à présent n'est « rien de moins que la confirmation légale d'un monstrueux dépassement de ses compétences », ajoute le conservateur.

Dietrich Murswiek est convaincu que le programme de rachat massif de dette publique permet à la BCE de transférer des milliards d'euros en risque de

solvabilité des créanciers vers les contribuables.

Rappelons que, dans l'hypothèse où la CJUE validerait les positions de la BCE, la cour de Karlsruhe les déclarera probablement incompatibles avec la Loi fondamentale allemande. Et ce sera la fin de l'euro. Le compte-à-rebours est commencé.

Empoignades publiques à la BCE

Dans cette ambiance festive, les membres du directoire de la BCE ont fait la grâce aux contribuables européens d'exprimer publiquement leurs divergences, lors d'une conférence à Riga. Manifestement, entre les partisans de l'orthodoxie budgétaire et leurs opposants, c'est une guerre de tranchées qui a commencé.

Le président de la Bundesbank Jens Weidmann a estimé que l'Allemagne n'avait pas besoin de stimulants budgétaires, rejetant les appels à peine voilés du président de la BCE Mario Draghi en faveur d'une hausse de l'investissement public allemand pour soutenir la zone euro. (...)

De son côté, Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE et considéré comme un lieutenant de Mario Draghi, a déclaré que les gouvernements pourraient contrer les prix bas avec « une politique budgétaire, quand elle est possible sans remettre en cause la soutenabilité de la dette à long terme », envoyant un signal clair à des pays comme l'Allemagne.

Cette opposition a été rendue d'autant plus vive que la presse américaine a publié les minutes du directoire de la BCE montrant les affrontements sanglants en son sein au moment du sauvetage de Chypre, entre les Allemands partisans d'une faillite bancaire, et les autres Etats partisans d'un sauvetage systémique. On voit mal désormais comment les deux parties pourraient se rapprocher.

La Commission Juncker politiquement affaiblie

Si Mario Draghi peut se sentir épaulé par une majorité d'Etats membres, dont

certaines assez inattendus, comme l'Autriche, elle-même victime de la rigueur germanique, sa situation politique reste d'autant plus compliquée que la Commission Juncker est déjà affaiblie avant même d'avoir été nommée.

Les auditions des commissaires par le Parlement européen ont en effet souligné la faiblesse de certains d'entre eux, et Juncker a même dû remplacer au pied levé la candidate slovène par une inconnue, Violeta Bulc. Nul ne sait encore quel portefeuille lui sera exactement confié. La porte-parole de Jean-Claude Juncker a d'ailleurs déclaré :

L'objectif est d'aller très vite, mais il n'est « pas possible d'affirmer avec certitude que la Commission européenne dirigée par M. Juncker pourra entrer en fonctions le 3 novembre »

Ce petit incident de début de parcours ne pouvait pas mieux tomber!

Les risques pour l'euro ne font que commencer

Des esprits optimistes pourraient croire que le tabac dont la zone euro vient de faire les frais n'est qu'un incident épisodique. Bien au contraire, le pire est à craindre dans les semaines qui viennent, puisque la BCE devrait publier les résultats des stress-tests bancaires qui viennent d'avoir lieu. Avant même la publication, l'angoisse monte.

Ainsi, un institut allemand a souligné l'exposition des banques allemandes et françaises aux risques systémiques.

Quand la BCE a simulé une chute de la croissance ou une remontée brutale des taux d'intérêt, le ZEW s'est intéressé à d'autres hypothèses, notamment l'impact d'une chute des marchés financiers de 10 %. Les banques européennes devraient alors générer 154 milliards d'euros de fonds propres pour retrouver un ratio de solvabilité de 8 %, les établissements français et allemands étant les plus concernés. Les résultats sont pires en prenant comme référence le ratio de levier, qui rapporte le montant des fonds propres au total des actifs. Un mauvais signal selon Michael Schröder : « Le système bancaire reste fragile si le ratio de levier s'avère insuffisant. »

Entre ces lignes, ce sont les scénarios de stress retenus par la BCE qui sont mis en cause. Cette insuffisance pousse d'ores et déjà les analystes à prôner un durcissement des tests, considérant que la BCE n'a pas fait le job.

Fuyez le Crédit Agricole

Dans tous les cas, les stress tests devraient avoir un impact douloureux en France, en mettant en avant la faiblesse systémique du Crédit Agricole et de la Société Générale. Les esprits perfides remarqueront d'ailleurs que ces deux banques ont fondé une société de gestion d'actifs baptisée Amundi, dont les analystes font preuve d'un brio exceptionnel.

La veille des chutes boursières de cette semaine, l'un d'eux déclarait par exemple: « Les actifs de la zone euro continueront leur rattrapage »... Une clairvoyance qui impressionne. Si votre épargne est gérée par Amundi, sachez qu'elle est entre de bonnes mains.

Et si certains doutent du bien-fondé de l'argumentation allemande sur l'incitation au mauvais risque suscitée par la BCE, il suffit de lire les propos des gestionnaires d'actifs d'Amundi:

Les responsables d'Amundi ne doutent pas que la BCE mettra en oeuvre, s'il le faut, un programme d'assouplissement quantitatif (QE) du type de ceux de la Fed ou de la Banque d'Angleterre qui ont considérablement alourdi leur bilan en procédant à des achats massifs d'obligations d'Etat ou adossés à des créances immobilières.

Ils ont souligné que depuis quelques semaines, la baisse de l'euro était venue s'ajouter aux facteurs favorables aux actifs risqués de la zone euro.

Romain Boscher, directeur mondial des gestions actions d'Amundi, a expliqué qu'une baisse de 10% du taux effectif réel de l'euro se traduirait par un bond de 12,5% du bénéfice par action (BPA) 2015 des entreprises composant l'indice MSCI Europe.

Malgré la très faible croissance en zone euro, les actions offrent et devraient continuer à offrir le meilleur rendement du dividende, soit en moyenne 3,0% contre 0,8% pour l'emprunt d'Etat d'Allemagne à 10 ans (Bund) et 1,16% pour l'OAT française de même maturité – des niveaux historiquement bas.

L'Europe prépare une nouvelle crise ukrainienne

Dans ce grand désordre financier, prélude à un désordre monétaire de premier ordre, une nouvelle est passée inaperçue: l'Ukraine et la Russie ne sont pas mis d'accord sur leurs échanges gaziers. Ce sujet est pourtant à l'origine de la crise euro-russe de ces derniers mois, puisque la Russie considère que l'Ukraine a une importante dette gazière vis-à-vis d'elle.

Au passage, on notera que François Hollande a une nouvelle fois ridiculisé la France dans ce dossier:

Vendredi, François Hollande a affirmé à Milan qu'un accord était « à portée de main », mais le président ukrainien a affirmé le contraire au sortir d'une entrevue avec Vladimir Poutine.

Il est vrai que l'opinion française est tellement rassasiée par les gaffes de son Président qu'une de plus ou de moins...

On prend donc les paris sur le retour de la crise ukrainienne au premier plan de l'actualité au printemps 2015.

Sainte BCE, priez pour nous! le nouveau chapelet de Valls

Il y en a un, au moins, qui peut se réjouir des malheurs de l'euro, c'est Manuel Valls! Pendant que les bourses européennes s'effondrent et que l'euro se lézarde, on ne parle plus de l'indiscipline budgétaire française. On le regrettera, puisque le sujet avait donné lieu à des postures théâtrales particulièrement drolatiques. Notre Premier Ministre avait par exemple déclaré:

« C'est nous qui décidons du budget », a-t-il ajouté. « Rien aujourd'hui ne

peut amener à ce (...) qu'on demande à la France de revoir son budget, ça ne se passe pas comme ça (...). Il faut respecter la France, c'est un grand pays. »

Mais bien sûr, Manuel, c'est nous qu'on décide de ce qu'on veut! et les sorties de Macron sur la réforme de l'assurance chômage n'ont absolument rien à voir avec une soumission aux demandes d'Angela Merkel. Et quand, au sortir d'un G 20 essentiellement consacré aux difficultés européennes, le ministre allemand des Finances déclare:

«?Nous serions fous si nous mettions en danger la confiance qu'inspire sur les marchés la discipline budgétaire allemande?», a-t-il déclaré. «?Il n'y a de toute façon pas grand-chose à tirer en termes de croissance d'une hausse des dépenses publiques?»

Tout ceci n'a rien à voir avec une injonction allemande.

Pour un peu, on préférerait ne pas avoir de crise financière pour pouvoir savourer les tirades cyranesques du gouvernement français!

Sommes-nous en 1933?

Posté le 23 octobre 2014 par Bcolmant

L'histoire a de nombreuses généalogies, mais les comparaisons historiques sont utiles.

Au-delà des dénégations des autorités politiques et monétaires, il est désormais évident que nous entrons en déflation.

Les jugements sentencieux des économistes qui s'accommodent toujours de l'humeur du moment sont désormais balayés: **il fallait absolument inflater nos économies** plutôt que de les plonger dans des programmes d'austérité et une discipline de monnaie forte.

Dans les années trente, Keynes exhorta les pays en déflation à ne pas aggraver cette dernière par des politiques de rigueur.

Il ne fut pas écouté alors que toutes les politiques déflationnistes échouèrent (Laval en France, Hoover aux Etats-Unis, Brüning en Allemagne, etc.) jusqu'à en devenir des ferments de violence militaire.

Ce ne furent qu'erreurs sur erreurs.

Les mêmes erreurs que celle que commit Churchill en reliant la Livre sterling à l'or dans des conditions insupportables en 1925, que celles des programmes d'austérité qui suivirent la crise de 1929, que la fondation du bloc-or, similaire à l'euro, en 1933, etc.

Serions-nous en 1934, année qui fut balayée par des dévaluations en cascade?

Ou peut-être en 1935, année au cours de laquelle le Président du Conseil français organisa une déflation avant d'être écarté du pouvoir par le Front Populaire qui tomba lui-même sur la dévaluation du franc ?

Et politiquement, en quelle année sommes-nous?

En 1933, dans une Europe troublée ou à Washington, dans le pays du capitalisme prédateur, où le Président démocrate Roosevelt tenta péniblement de convaincre que la politique de rigueur de son prédécesseur, Hoover, pétri de certitudes monétaires désuètes et des vertus salvatrices de l'austérité, était vaine?

Sommes-nous dans une logique récessionnaire ou dans un New Deal?

Et que devrions-nous faire ? Aucune solution n'est idéale. Pourtant, il faudrait créer un choc d'inflation, c'est-à-dire déprécier fortement l'euro par un immense assouplissement quantitatif, c'est-à-dire un refinancement massif (correspondant à une création monétaire) des dettes publiques des pays fragilisés.

En d'autres termes, il faudrait s'inspirer de la politique monétaire japonaise contemporaine, puisque nous tombons dans un scénario nippon. Une inflation risque, bien sûr, d'entraîner une hausse des taux d'intérêt, mais on peut imaginer que les Etats contrôlent suffisamment le circuit du crédit pour la neutraliser. Mais cela ne suffira pas: il faudra réaliser que le retour à l'équilibre budgétaire n'est pas la solution alors que l'économie se contracte.

Mieux vaut en effet, de grands projets d'infrastructure destinés à moderniser l'Europe au-delà des Etats-nations.

L'Europe n'y est pas préparée.

Elle se prépare à une décennie aride.

La monnaie et l'ordre social ne sortiraient pas indemnes d'une déflation.

Et enfin, il reste une question, qui est la plus importante : Quelle sera l'identité du pouvoir politique et les valeurs morales qui seront véhiculées.

Car une chose est certaine : notre société s'effondrera et implosera si nous ne soucions pas de son avenir.

Je me trompe peut-être, mais je ressens un étranglement vers l'individualisme cynique et le repli personnel, plutôt qu'une expansion vers un contrat social homogène.

Booooohhh, une semaine avant Halloween, Ebola est de retour

Chronique matinale par Thomas Veillet - oct 24, 2014

La bonne nouvelle, c'est que les chiffres du PMI publiés hier ont été moins mauvais que l'on pouvait le craindre. Ce fût même une bonne surprise si l'on regarde la photo d'ensemble. L'Europe dans sa globalité allait « un peu mieux » qu'avant. Individuellement l'Allemagne a même agréablement surpris pour la première fois depuis la Coupe du Monde. Par contre la France est toujours à la traîne et même quand le reste du continent va mieux, il n'y a rien à faire dans le pays de François. Lors de la publication des chiffres, l'Euro/\$ a même chuté un moment avant de se reprendre, les chiffres français lui ayant fait rater un battement cardiaque.

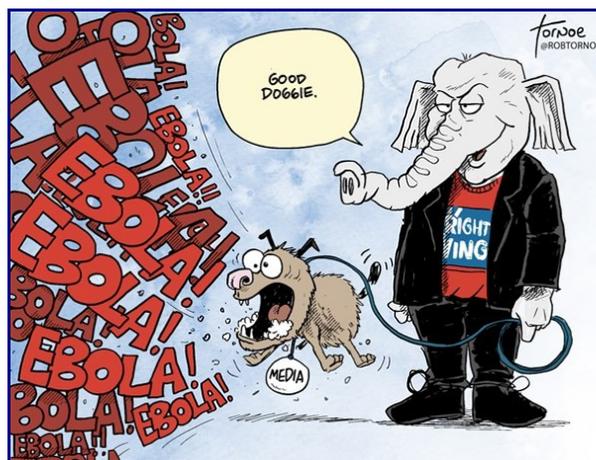
L'autre bonne nouvelle c'est Caterpillar qui a publié des chiffres nettement, mais alors nettement au-dessus des attentes. Tellement au-dessus des attentes que pendant un moment, on pouvait se demander si les analystes ne s'étaient pas gouré de société lorsqu'ils ont voulu anticiper et prévoir les chiffres de Caterpillar tellement ils étaient à côté de la plaque. Au-delà de leurs chiffres, la compagnie qui vend des engins de chantier et des chaussures en cuir a également déclaré que : «de leur point de vue, la croissance mondiale pourrait même progresser plus que prévu en 2015 » remettant du même coup en doute les rapports du FMI. Dans la foulée le titre a explosé de plus de 5% emportant avec lui 3M qui a également publié des chiffres, moins bons, mais qui suffisaient pour bénéficier de « effet Caterpillar ». Pendant un bref instant, le Dow Jones était même en hausse de 300 points, le tout grâce à Caterpillar ET 3M – en tous les cas pour un gros tiers.

Encore une excellente nouvelle annoncée hier, c'est le chômage qui chute radicalement en Espagne. Le taux de chômage n'est plus que de 23.7%. Me demande si on ne devrait commencer à monter les taux pour freiner toute cette croissance débridée.

Par contre, alors que nous nous dirigeons vers une belle journée de hausse tranquille et sans accroc, oubliant presque définitivement la semaine passée, on a appris qu'un médecin new-yorkais qui était allé se balader en Afrique de l'Ouest récemment avait été hospitalisé hier avec des symptômes similaires à ceux d'Ebola. Sur la nouvelle, le marché s'est dégonflé partiellement en fin de séance américaine. Rien de catastrophique, mais on a perdu 100 points par rapport au plus haut sur le Dow Jones et on s'est rappelé soudainement que nous n'étions pas encore complètement dans le monde des Bisounours.

Ce matin, les autorités ont officiellement confirmé que le médecin en question était bien infecté par Ebola et actuellement ils recherchent tous les gens qui auraient pu être en contact avec ce Monsieur... Boohhh.. et ça tombe bien, Halloween c'est la semaine prochaine, on aura donc tout le temps de redevenir des experts en maladie contagieuse à Wall Street. Ce qui serait vraiment drôle c'est que le médecin ait passé deux jours à visiter le « floor » à Wall Street ou même juste la salle de trading d'une grande banque américaine...

Dans la foulée, hier soir, Tekmira prenait 3% – bien qu'on ne connaisse toujours pas l'éventuelle efficacité de son vaccin, Chimerix prenait 5% – même thématique – en revanche, Lakeland Industries bondissait de 16% alors que l'on imaginait assez rapidement les travailleurs de Wall Street se pointer au bureau en combinaison de protection avec du scotch double face attaché aux chevilles et aux poignets pour éviter que les microbes ils rentrent dedans.



Autrement, il faudrait retenir ça :

- Apple est au plus haut de tous les temps. Encore.
- Amazone a raté son trimestre, dans les faits ce n'est pas trop mal, dans les détails, ça n'a pas plu du tout. Le titre a perdu 10% hier.
- Nous entrons en pleine période des stress-test, c'est la saison. L'Europe publiera ses chiffres ce week-end, nous laissant bien le temps de réfléchir. Et la FED annonce qu'elle va passer ses banques dans une simulation qui imagine une baisse de 60% sur les indices, le chômage qui monte à 10% et le pétrole à 110\$. A partir de là, on verra qui tient le coup et qui doit descendre à Washington pour supplier.
- George Soros pense que Poutine est une menace à la survie de l'Europe et que les « autorités » sous-estiment la menace russe.
- Le Japon est en hausse de 0.9%, Shanghai de 0.33% et Hong Kong recule de 0.15%
- A noter encore que Facebook est au plus haut de tous les temps, les intervenants ont apparemment beaucoup aimé le fait que Zuckerberg se soit exprimé en mandarin hier.
- Je ne sais pas si la période de la semaine passée est oubliée ou même derrière nous, mais une chose est sûre, si des investisseurs commencent à acheter des actions parce que le CEO parle des langues étrangères, on est bien revenu en plein délire.
- Les chiffres de Microsoft étaient considérés comme « bons » et leur tablette semble enfin devenir profitable.
- L'or est à 1230\$ et le pétrole à 81.65\$.
- Ce matin les futures sont en baisse, Ebola est de retour. Le S&P est en baisse de 0.3% et le Dax de 0.2%.
- Côté chiffres économiques, nous aurons les chiffres du climat de consommation en Allemagne, le PPI en Espagne, les retails sales en Italie, le GDP à Londres, la Confiance du Consommateur en Italie et puis aux USA, il y aura les New Homes Sales.
- Après ça sera le week-end
- Pour les chiffres trimestriels du jour, il y aura : Bankia, BASF, Bristol Myers, Colgate, Ford, Moody's, LyondellBasell, Procter & Gamble et UPS – encore un autre indicateur économique.

L'Euro/\$ est à 1.2656, le \$/yen est à 108, le Bitcoin est à 350\$, le rendement du 10 ans américain est à 2.25% et pour terminer l'Euro/Suisse est à 1.2066.

Voilà c'est tout pour cette semaine. Il me reste à vous souhaiter un excellent vendredi et un excellent week-end. On se retrouve lundi prochain à la même heure et au même endroit (normalement).

Très bonne journée.

Conjoncture française : de mal en pis...

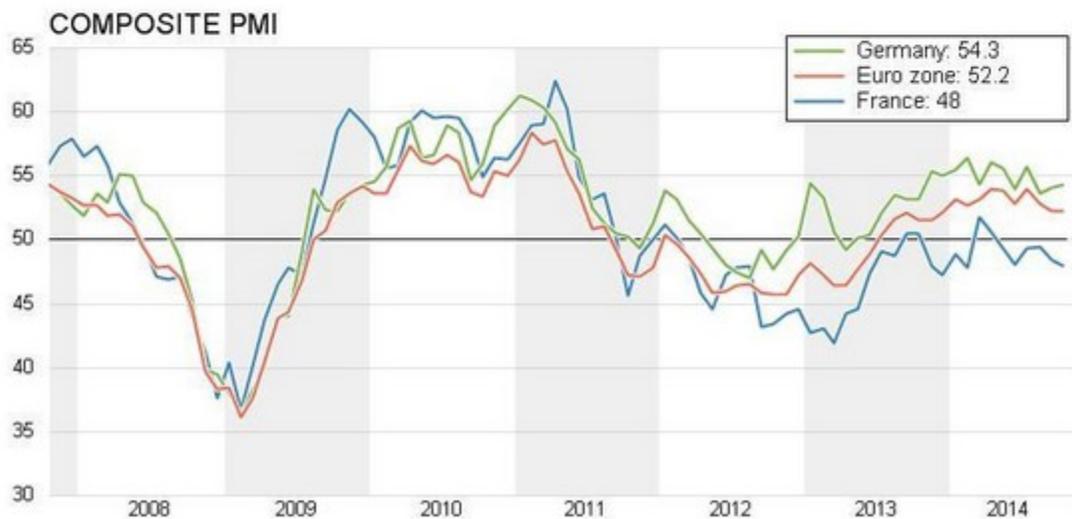
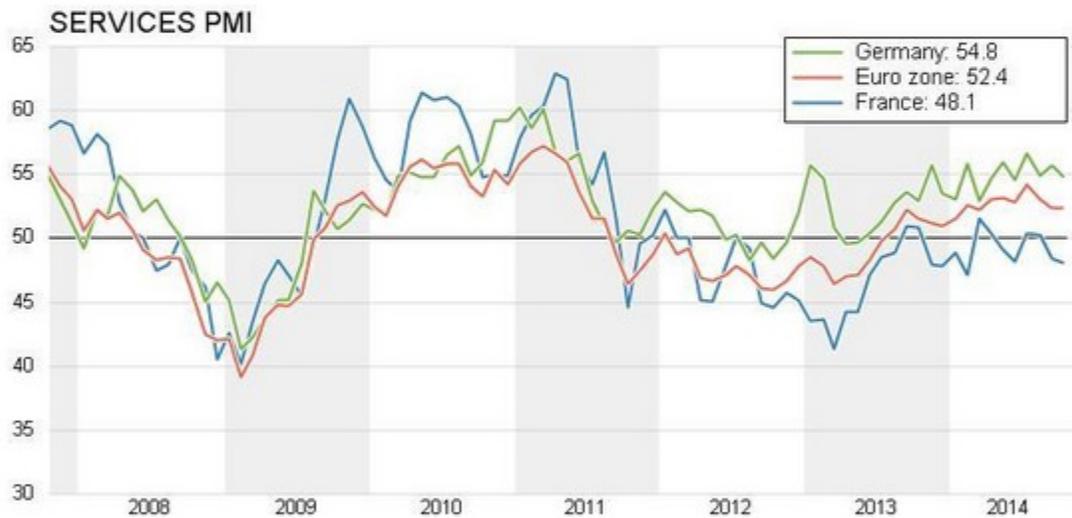
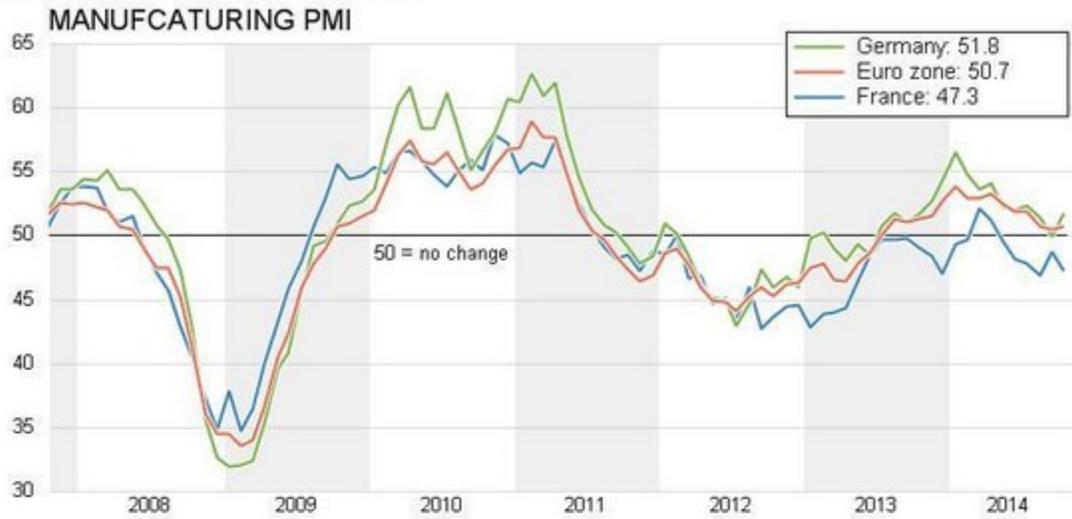
Cela se passe près de chez vous du Jeudi 23 Octobre 2014: Bruno Bertez

Les chiffres de Markit, qui préfigurent t la conjoncture française, viennent d'être publiés ; vous les trouverez ci-dessous.

Disons le tout de suite, ils sont horribles.

Euro zone business surveys

Flash Purchasing Managers' Index



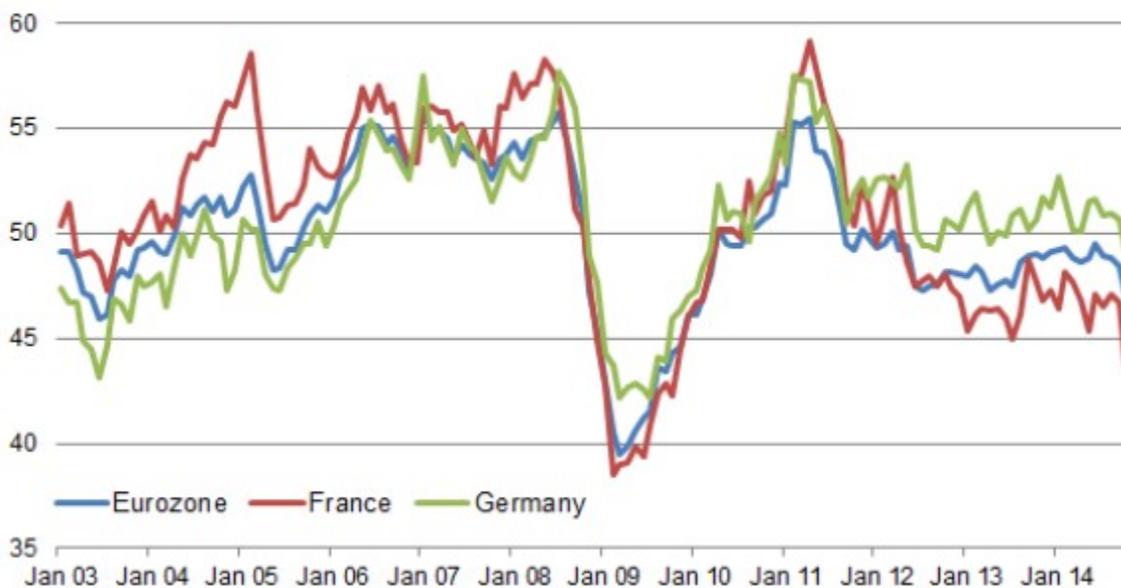
« (Boursier.com) — Les indices flash PMI Markit pour la France sont une fois de plus décevants en octobre. L'indice flash composite de l'activité globale se replie à 48 points (48,4 en septembre), un plus bas de 8 mois. L'indice flash de l'activité des services se replie à 48,1 (48,4 en septembre), un plus bas de 8 mois également, et celui de la production manufacturière à 47,6 (48,4 en septembre), son plus bas de 2 mois. Enfin, l'indice flash de l'industrie manufacturière, à 47,3 (48,8 en septembre) est aussi sur un plus bas de deux mois. Tous les indicateurs sont inférieurs aux attentes.

Les affaires nouvelles enregistrent leur plus forte baisse depuis seize mois, cette tendance se traduisant par une accélération des suppressions de postes et de la baisse de l'activité, explique l'économiste Jack Kennedy. S'efforçant d'obtenir de nouveaux contrats dans un environnement commercial extrêmement difficile, les entreprises procèdent en outre à la plus forte réduction de leurs tarifs depuis cinq ans, ce malgré une nouvelle hausse de leurs coûts au cours du mois, ajoute-t-il.

L'Indice PMI est le fruit d'une enquête menée auprès des acheteurs de la région concernée. Il est établi à partir de données d'enquête recueillies auprès d'un large panel d'entreprises opérant dans l'industrie manufacturière et le secteur des services. Selon Markit, l'indice PMI a acquis la réputation exceptionnelle de fournir l'indication la plus actualisée possible sur ce qui se passe réellement dans l'économie du secteur privé, résultat obtenu par le suivi de l'évolution de variables telles que les ventes, l'emploi, les stocks et les prix. Ces indices sont largement utilisés par les gouvernements, les financiers et les banques centrales. Un niveau supérieur à 50 points signale une expansion économique. »

Eurozone Prices

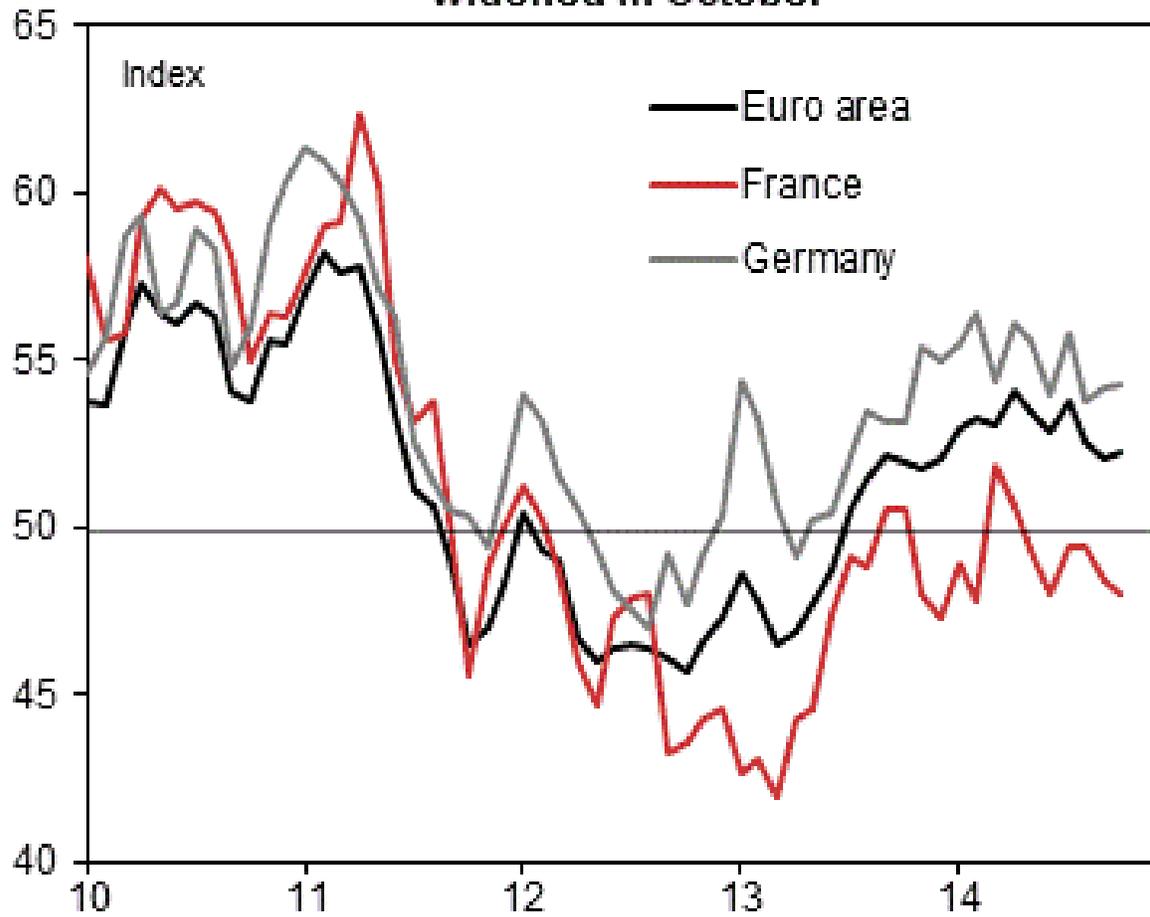
Markit Flash Eurozone PMI Prices Charged Index, 50 = no change on prior month



Source: Markit.

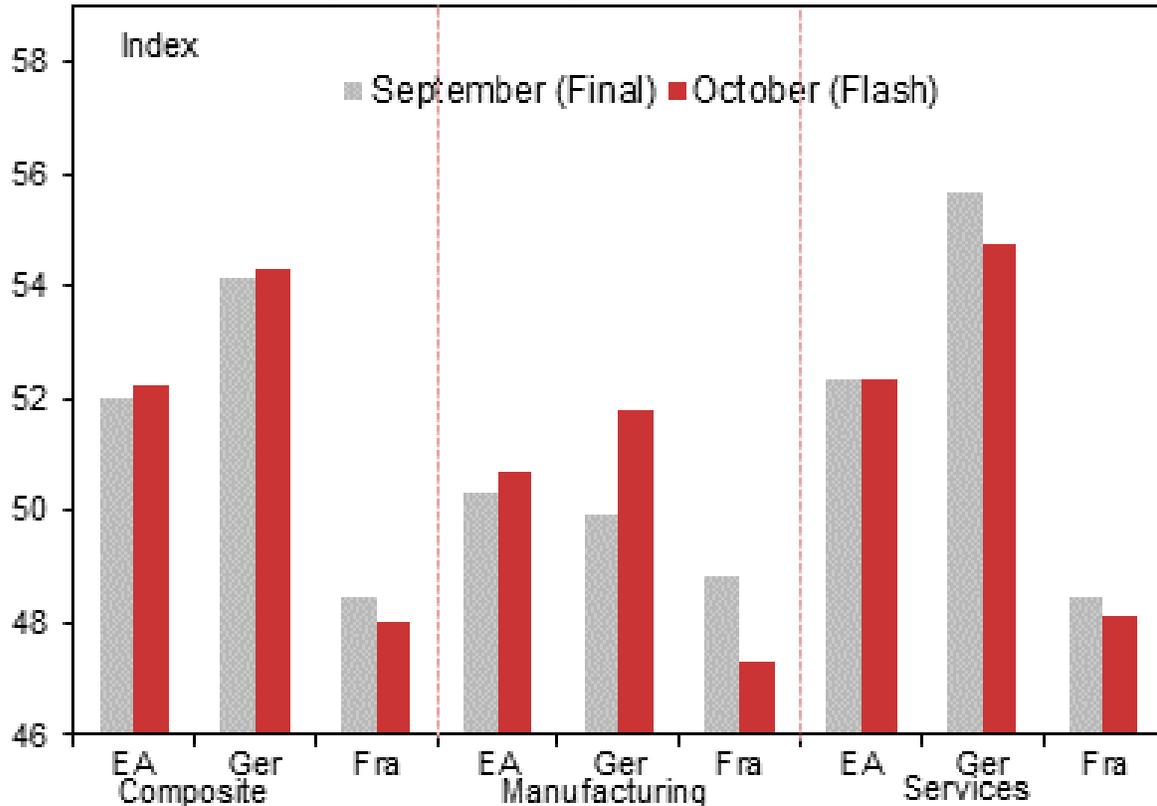
Alors que les chiffres européens témoignent d'une très légère amélioration surprise, les chiffres français, eux, pointent dans le sens de l'enfoncement. Cet enfoncement touche aussi bien le secteur manufacturier que les services et, surtout, il se poursuit dans les indicateurs avancés. Il semble bien que les firmes françaises cherchent à préserver leur part de marché par des baisses de tarifs, ce qui, certes, pèse sur les prix, mais surtout impute les marges bénéficiaires. Qui dit amputation de bénéfice aujourd'hui dit licenciements demain.

Exhibit 2: The gap between Germany and France widened in October



Source: Markit, Goldman Sachs Global Investment Research

Exhibit 1: French and German manufacturing PMIs showed greater divergence in October



Source: Markit, Goldman Sachs Global Investment Research

Tout ceci est particulièrement malvenu car il ne faut pas oublier que, normalement, beaucoup de facteurs ont joué dans un sens qui aurait dû être positif :

- Volte-face du pouvoir socialiste qui s'est recentré et tient un discours plus favorable aux affaires
- Arrêt de la politique d'austérité, celle-ci est maintenant en roues libres avec l'accord tacite des autorités européennes
- Tendance à la baisse de l'euro qui a normalement commencé à améliorer la compétitivité
- Chute des prix de l'énergie qui équivaut à une ristourne fiscale.

Malgré tous ces éléments positifs, la conjoncture française continue de se dégrader dangereusement. Heureusement que Draghi a promis de nouvelles largesses monétaires pour palier un début de resserrement des liquidités ; si Draghi n'avait pas pris cette initiative, les taux d'intérêt français auraient pu montrer une tendance au renchérissement. Il ne faut pas oublier que la

crédibilité du gouvernement sur la question de la réduction des déficits est très faible et que si, en plus, la croissance redevient négative, les doutes peuvent réapparaître sur le marché des capitaux. Nous pensons qu'il n'y a pas péril en la demeure car les taux directeurs américains et allemands sont orientés à la baisse, mais ceci ne sera peut-être pas éternel. Tout en restant favorable, la situation sur le marché des capitaux pourrait évoluer dans un sens défavorable à la France.

Nous avons, il y a peu, écrit un article dans lequel nous expliquions que la seule véritable solution était de décréter un moratoire des réformes. Il faut faire une pause et cesser d'inquiéter les Français. L'instabilité réglementaire et fiscale constitue, à notre avis, le vent contraire le plus puissant. Il ne sert à rien de tenir un discours recentré favorable aux entreprises si, dans le même temps, on continue de menacer les citoyens. A cet égard, les exemples récents de menaces sur les professions libérales, l'amputation des allocations familiales, les épées de Damoclès sur la propriété immobilière, tout cela contribue à une frilosité. Et quand nous disons frilosité, c'est pour être modérés car, en réalité, ces réformes gouvernementales maladroites suscitent colère et ressentiment.

L'échange qui a été fait avec l'Allemagne d'un délai dans le rééquilibrage budgétaire contre des réformes fondamentales est une imbécilité. D'une part parce que ces réformes ne produiront aucun résultat avant longtemps ; d'autre part qu'elles sont inadéquates pour résoudre les problèmes français et enfin parce qu'elles empoisonnent le climat social et politique. Jamais on n'a vu pareille accumulation d'erreurs comme celles que l'on connaît depuis 2012. Une austérité à contretemps, une pause dans l'austérité qui en est une tout en en n'étant pas une, un recentrage politique déstabilisant, et maintenant des réformes qui inquiètent le corps social alors qu'il n'en perçoit pas le bénéfice.

Récemment, Ségolène Royal s'est mise en face de la fille de Jacques Delors pour défendre la politique gouvernementale. Elle a fait un constat qui est très juste : « tout cela, c'est parce qu'il n'y a pas de résultat ». On ne peut pas mieux parler. La politique de Hollande et de Valls ne donne aucun résultat. Les erreurs, les contretemps, d'une politique imposée par l'étranger sont tellement énormes que les Français sont découragés.

La Chine affiche son plus faible taux de croissance depuis cinq ans

Gabriel Gresillon / Correspondant à Pékin | Le 21/10 LesEchos.fr

Pékin tente de dégager une impression de maîtrise et invoque un rééquilibrage économique en cours. Mais le pouvoir agit aussi très concrètement pour conjurer le scénario d'un dérapage incontrôlé.

La Chine ralentit, mais fait passer le message qu'elle garde la situation bien en main. Le Bureau national des statistiques (BNS) chinois a annoncé, mardi, que le PIB du pays avait connu, au troisième trimestre, une expansion de 7,3 % sur un an. C'est une décélération par rapport aux 7,5 % observés au deuxième trimestre. C'est surtout le chiffre le plus faible observé depuis le premier trimestre 2009, époque à laquelle la Chine avait pris de plein fouet le contrecoup de la crise financière internationale.

Cette croissance de 7,3 %, qui augmente un peu plus la probabilité de voir la Chine manquer son objectif d'une croissance de 7,5 % pour l'année, peut, toutefois, être lue de deux manières. Pour les optimistes, elle est légèrement supérieure aux 7,2 % qu'anticipaient, en moyenne, les économistes et constitue d'abord le symptôme d'un rééquilibrage de l'économie voulu par les autorités. C'est cette impression de maîtrise qu'a cherché à dégager le porte-parole du BNS, Sheng Laiyun, mardi, lorsqu'il a expliqué que le ralentissement « s'explique en partie par des contrecoups inattendus et douloureux des réformes structurelles ».

Limiter les inquiétudes

Pékin cherche surtout à limiter les inquiétudes : « Nous restons dans la fourchette raisonnable », juge le même Sheng Laiyun, qui précise, notamment, que la situation est stable sur le front de l'emploi. Les marchés ont semblé donner du crédit, mardi, à cette lecture des faits : ils ont vu dans le chiffre chinois le signe d'un ralentissement suffisamment modéré pour que soit écarté, à court terme, l'hypothèse de mesures de relance massives. Pékin peut notamment compter sur un très léger rebond de la production industrielle, survenu en septembre. De même, l'activité de crédit a fortement repris en septembre.

Sur le fond, toutefois, des doutes subsistent sur la suite du scénario chinois.

Les économistes de Nomura notent ainsi que « de puissants vents contraires – secteur immobilier en plein désarroi, surcapacités industrielles persistantes et endettement du secteur public – ont soufflé ces derniers mois ». Ces facteurs pesant négativement sur l'activité peuvent-ils se résorber rapidement ?

La question clé du marché immobilier

La question clef est celle du marché immobilier, dont les ventes, depuis le début de l'année, sont en chute de 10,8 % sur un an. Selon certaines estimations, l'immobilier représenterait un quart du PIB si l'on inclut toutes les industries qui y sont associées, notamment la sidérurgie mais aussi les équipements ménagers. Son ralentissement constitue un puissant coup de frein pour toute la dynamique chinoise.

Chez ANZ, on exclut l'hypothèse d'un atterrissage brutal de l'économie, mais on juge en revanche que « le risque déflationniste augmente fortement ». Compte tenu des surcapacités de production et de la crise immobilière, les prix à la production sont en baisse depuis de long mois en Chine. Ceux à la consommation n'augmentent plus que faiblement. Le pouvoir chinois, conscient de cette menace, s'emploie de plus en plus activement à soutenir l'activité. Entre mesures monétaires qui se multiplient pour faciliter le crédit et gestes très concrets pour accélérer les transactions immobilières, la pratique des autorités dénote une fébrilité qui contraste avec la sérénité qu'elles affichent.

Le pétrole met le huard à risque

LesAffaires.com Publié le 23/10/2014

Le boom pétrolier qui a permis au Canada d'éviter le pire en 2009 est en passe de s'achever et, comme un ressac, d'emporter avec lui le dollar canadien.

Ce mois-ci, le huard est descendu à son plus bas niveau en cinq ans, s'échangeant 1,1385 \$ pour chaque dollar américain. Cette baisse survient au moment où le pétrole, le plus important produit d'exportation du pays, a vu sa valeur se déprécier de 30% sur les marchés internationaux. Sans une remontée soutenue du pétrole, le huard pourrait se déprécier d'au moins 4% encore, à 1,18 \$ pour sa contre-partie américaine, estiment les deux plus

importantes banques du pays, la Royale et la TD.

«Si le cours du pétrole poursuit sa chute, la croissance économique du Canada en sera affectée, dit Shaun Osborne, stratège en chef en matière de devises à la TD. «Toute baisse dans la croissance des investissements dans le secteur de l'énergie aura un effet significatif sur le reste de l'économie», poursuit-il.

La glissade du pétrole, provoquée par une combinaison d'une hausse des stocks et d'une baisse de la demande, est mauvaise pour l'économie du pays. Depuis la récession, la majeure partie des investissements l'ont été dans le secteur énergétique, principalement en Alberta. En août, le surplus commercial du pays s'est transformé en déficit et la croissance économique s'est arrêtée.

La majorité des gestionnaires de devises parient actuellement contre le dollar canadien. Celui-ci s'est déprécié de 5,5% cette année après une baisse de 6,6% en 2013.

D'après Bloomberg

Pétrole: les prix repartent à la baisse

LesAffaires.com 24 octobre 2014 Publié à 06:30



Les prix du pétrole repartaient en baisse vendredi en cours d'échanges européens, au lendemain d'un net rebond, signe que le marché pétrolier peine à se sortir de la tendance baissière qui pèse sur lui depuis des mois.

Vers 6h (heure du Québec), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 86,02 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de

Londres, en baisse de 81 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 79 cents, à 81,31\$US.

Les cours du brut ont nettement rebondi jeudi après des informations de presse sur une réduction de l'offre de l'Arabie Saoudite en septembre par rapport à août.

Mais comme le pointait Dorian Lucas, analyste du cabinet spécialisé dans l'énergie Inenco, «la raison de la baisse de l'offre n'a pas été identifiée».

Du coup, le rebond des cours du brut a été de courte durée et le pétrole baissait de nouveau vendredi en cours d'échanges européens.

Remontée des prix peu probable

«Une reprise significative des prix est peu probable avant fin novembre quand les pays de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) doivent se réunir», prévenait M. Lucas.

Les douze États membres du cartel, responsables d'un tiers de l'offre pétrolière mondiale, se réuniront le 27 novembre prochain dans la capitale autrichienne.

Jusqu'ici, ils ont eu l'air divisés sur la possibilité de réduire leur offre pour freiner la chute des cours de l'or noir (en baisse d'environ un quart depuis la mi-juin), certains se montrant plutôt préoccupés par la sauvegarde de leurs parts de marché.

Ce «changement d'attitude de l'Opep, qui défend ses parts de marché plutôt qu'un certain niveau de prix» a incité les économistes de Commerzbank à revoir leurs prévisions pour les cours du brut. Ils tablent maintenant sur un Brent à 85 dollars en moyenne l'année prochaine, contre 105 dollars précédemment.

«Le changement de paradigme rend improbable que l'Opep réduise suffisamment sa production pour retirer le surplus d'offre attendu sur le marché l'année prochaine», estimaient-ils.

D'ici au 27 novembre, les opérateurs du marché pétroliers seront très attentifs

aux moindres déclarations et agissements des pays du cartel.

Un trimestre très spécial

Bernard Mooney LesAffaires.com Publié le 22/10/2014

Nous n'avons pas encore fait la moitié de la période des résultats du trimestre clos le 30 septembre et déjà on peut affirmer que c'est un trimestre très spécial. En effet, on a rarement vu et probablement jamais vu, trois multinationales d'aussi grande envergure que IBM, Coca-Cola et McDonald's publier d'aussi mauvais résultats. Et cela en dedans de 24 heures.

Et l'aspect le plus surprenant est probablement la réaction du marché boursier dans son ensemble qui a tout simplement haussé les épaules, regarder ailleurs pour continuer son rebond. Vraiment exceptionnel.

Après IBM lundi, Coca-Cola et McDonald's ont surpris leurs actionnaires avec de mauvais résultats.

Coke a ainsi vu son bénéfice par action chuter de 13% pendant le trimestre alors que ses revenus ont été stables. De plus, la direction a averti qu'elle n'atteindra pas ses objectifs de bénéfices cette année, ni l'an prochain, ce qui a vraiment jeté une douche d'eau glaciale sur les investisseurs.

La société annonce enfin une série de mesures pour fouetter sa croissance à long terme, c'est-à-dire pour revenir à un rythme de croissance approchant le 10% par année (sur la base du bénéfice par action).

Dans le cas du géant de la restauration rapide, des résultats en baisse ne sont pas surprenants avec la baisse significative des ventes comparables pour les deux premiers mois du trimestre. Pourtant, la société a réussi à publier des résultats décevants, malgré des attentes fort modestes. Les ventes comparables pour le trimestre ont chuté de 3,3% et le bénéfice avant impôt a fondu de 15%. Ouf...vraiment mauvais.

Je vous rappelle que lundi IBM a déçu également en annonçant des résultats loin des attentes et en abandonnant son objectif de réaliser 20\$US en bénéfices en 2015.

Le côté positif c'est que ces trois multinationales semblent avouer leurs problèmes et prendre les mesures pour rebondir. Ce qui s'avèrera des tâches

qui se mesureront en année.

Par ailleurs, je serais gêné si j'étais président d'une de ces sociétés et que je mettais, au moins en partie, sur le dos du consommateur et de l'économie moribonde ma mauvaise performance. C'est ce que font pourtant Coca-Cola et McDonald's. Pendant le même trimestre **Apple** a annoncé qu'elle a vendu plus de 39 millions d'iPhone... imaginez une bécote à 500\$-600\$ qui se vend comme des pains chauds alors que les Coke à 2\$ et les hamburgers de McDonald's à quelques dollars ont de la misère à se vendre.

Il y a quelque chose là de curieux et qui devraient faire réfléchir les dirigeants.

Enfin, le marché boursier est fascinant et trouve toujours de nouveaux moyens de nous surprendre. Les principaux indices ont connu des jours sombres en octobre, en partie en raison des craintes de ralentissement de l'économie mondiale.

Or, les résultats de ces trois sociétés d'envergure, on parle de plus de 400 milliards de dollars en valeur boursière, confirment en quelque sorte les difficultés de plusieurs économies. Et que fait la Bourse? Elle rebondit fortement.

Voilà qui est au moins fascinant et qui confirme jusqu'à quel point il est difficile voire impossible de prédire le marché boursier.